

La crise de l'agriculture marocaine à contre-courant des idées reçues

El Khyari T.

in

Jouve A.-M. (ed.).
Crises et transitions des politiques agricoles en Méditerranée

Montpellier : CIHEAM
Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 8

1994
pages 65-72

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI950538>

To cite this article / Pour citer cet article

El Khyari T. **La crise de l'agriculture marocaine à contre-courant des idées reçues.** In : Jouve A.-M. (ed.). *Crises et transitions des politiques agricoles en Méditerranée.* Montpellier : CIHEAM, 1994. p. 65-72 (Options Méditerranéennes : Série B. Etudes et Recherches; n. 8)



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La crise de l'agriculture marocaine à contre-courant des idées reçues

Thami El Khyari

Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II, Rabat (Maroc)

Résumé. Cette étude ne présente pas les caractéristiques de la crise de l'agriculture marocaine qui sont largement connues. Elle veut engager le débat sur l'explication de cette crise dans de nouvelles directions, à partir d'un éclairage théorique qui s'éloigne des sentiers battus et des thèses dominantes. Cette approche concerne trois aspects fondamentaux :

- la nature des changements par rapport au modèle de développement colonial ;
- la signification de la politique "barragiste" ;
- la "lenteur" du développement du capitalisme en agriculture.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur le fait que les thèses que nous avançons remettent en cause nombre de certitudes et vont à contre-courant des explications dominantes dans ce domaine.

Mots clés. Capitalisme agraire - Politique marocaine

Title. The Agricultural Crisis in Morocco versus Preconceived Ideas

Abstract. This study does not present the already well-known characteristics of the agricultural crisis in Morocco. Its aim is rather to orient debates in a new direction for finding out the reasons of this crisis in the light of a theory which moves away from beaten tracks and from the regularly prevailing theses. This approach deals with the following three fundamental aspects:

- the nature of the changes compared with the colonial development pattern;
- the significance of the "dam" policy;
- the "sluggishness" characterizing the development of capitalism in the agricultural sector.

It is not necessary to insist on the fact that the theses put forward below call a number of certainties into question and go in an opposite direction to the main arguments about the topic.

I – Continuité ou changement après l'indépendance

Un des aspects les plus importants du débat entre marxistes, ou du moins entre ceux qui se réclament peu ou prou de Marx, réside dans l'évaluation de la nature et de la profondeur des changements qui se sont opérés dans les pays de la « périphérie » capitaliste après les indépendances politiques : quel est l'élément le plus important du changement ou de la continuité par rapport à la période coloniale ? Ce n'est bien sûr, ni une fausse querelle, ni un débat académique sans conséquences.

Bien au contraire, les implications d'une thèse ou l'autre sont fondamentales et déterminent dans une large mesure la caractérisation de la nature des « Etats indépendants » et donc de l'étape historique dans laquelle ils se trouvent et des tâches qui en découlent.

Il faut dire que le problème n'est pas simple à trancher et que, d'ailleurs, ceux qui privilégient la continuité n'entendent pas nécessairement la même chose. Il y a ainsi ceux qui se situent au niveau du constat sectoriel (poursuite de la politique des exportations par exemple) et ceux qui vont beaucoup plus loin, pour pratiquement aborder le problème dans un sens plus général de quasi-absence de tout changement conséquent.

Si on ne situe pas bien le niveau auquel il faut se placer pour une analyse correcte, on risque de se perdre – les éléments pouvant montrer le changement étant aussi importants que ceux allant dans le sens de la continuité –.

Le devenir du secteur agricole, de par le poids qu'il a eu dans le procès de décolonisation et par le rôle qu'il continuera à jouer après l'indépendance, peut être un indicateur significatif pour une telle analyse.

La littérature dominante dans ce domaine au Maroc – y compris nous-mêmes jusqu'à une période très récente – est celle qui privilégie l'aspect continuité. Le Maroc indépendant n'a-t-il pas continué à mener la même politique que le Protectorat : développer les exportations pour satisfaire les besoins de la Métropole au début, puis de la Communauté Européenne par la suite ? La politique du million d'hectares à irriguer n'est-elle pas la réalisation d'un programme déjà envisagé par le pouvoir colonial ? La concentration foncière ne s'est-elle pas maintenue et même peut-être renforcée, le seul changement qui s'est opéré ayant consisté dans le remplacement des anciens colons européens par de nouveaux colons certes autonomes, mais sans conséquences importantes sur l'agriculture marocaine, ou sur la paysannerie ?

Cette approche ne nous semble pas correspondre à une analyse sérieuse parce qu'elle se limite à des apparences. Ainsi :

□ Tout d'abord, au niveau de la production agricole sous une apparence de continuité, des mutations profondes se sont opérées : déficit croissant pour les produits alimentaires de base et rôle de plus en plus important des importations dans l'alimentation des villes, alors que, jusqu'à l'Indépendance, le Maroc était exportateur net de céréales, crise du secteur de la viticulture, croissance de la production sucrière qui satisfait plus de la moitié des besoins du pays, développement des industries alimentaires, et donc plus grande valorisation de la production agricole, etc. Cependant, le changement le plus fondamental réside dans l'édification d'une importante infrastructure hydraulique. Cette politique a bien été envisagée par le pouvoir colonial, mais il faut rappeler que les réalisations du protectorat ont d'une part privilégié l'aspect énergétique au détriment de l'irrigation et d'autre part intéressé en grande partie les terres des colons. Le fait même que l'option « barragiste » n'ait été entamée sérieusement et mise en chantier dans des proportions nouvelles qu'après l'Indépendance n'est pas dû au simple hasard, à l'instar du potentiel de production de sucre du pays qui était lui aussi bien connu et dont l'exploitation a été même envisagée à un moment, mais qui ne sera jamais utilisée avant l'Indépendance.

Certes, en termes de dépendance, celle-ci s'est accentuée, mais d'un côté elle a pris de nouvelles formes et, de l'autre, elle ne se situe plus seulement dans le cadre de la division du travail déterminée à l'intérieur de l'Empire colonial français puisqu'elle s'intègre de plus en plus dans le cadre de l'insertion du Maroc dans la division internationale du travail.

□ Au niveau des objectifs de la politique agricole, les changements sont encore plus importants, et l'on assiste pratiquement à une véritable rupture par rapport à la période coloniale. En effet, fondamentalement, la politique coloniale était basée sur deux objectifs complémentaires : installer et renforcer le secteur colonial européen d'un côté, maintenir et raffermir les structures traditionnelles de l'autre, les deux aspects faisant partie d'une stratégie cohérente visant la persistance du protectorat. Il est vrai qu'à partir de la deuxième Guerre Mondiale, certaines tentatives de « modernisation » du secteur traditionnel verront le jour pour éviter la contagion du mouvement national à la campagne (politique du « paysannat »), mais cet effort est resté relativement faible et ne constitue pas de toutes les façons la caractéristique principale de la politique coloniale.

Par contre, la politique menée depuis l'Indépendance réside principalement dans l'optique de « modernisation » de l'ensemble de l'agriculture, c'est-à-dire de développement du capitalisme agraire. Le succès ou l'échec de cette option ne réside pas dans l'existence ou l'absence de volonté politique, mais dans l'adéquation ou l'inadéquation des structures de la propriété.

□ Enfin et surtout, la nature de l'Etat, au sens scientifique du terme, a subi des changements profonds, les classes dirigeantes n'étant plus les mêmes. Le remplacement des « anciens colons » par les « nouveaux colons », n'est pas un indicateur de continuité mais un signe de profonde évolution sinon d'une véritable « révolution ». Prétendre le contraire, c'est substituer un slogan politique, peut-être mobilisateur

pour les masses paysannes, à une analyse scientifique de la signification du transfert du patrimoine national, contrôlé par la colonisation à une nouvelle classe sociale qui se forme dans le pays et donc se refuse les moyens de la compréhension de la nature de l'Etat indépendant.

Par ailleurs, la « féodalité », classe alliée par excellence de la colonisation, sort complètement affaiblie de l'affrontement « mouvement national – Etat colonial », pour pratiquement disparaître en tant que telle après l'Indépendance.

Ainsi, c'est à une nouvelle structuration sociale que l'on assiste – qui fait que la nature de l'Etat post-colonial est qualitativement différente de celle de la période du protectorat –. De ce point de vue, fondamental pour la détermination des orientations économiques, la rupture est incontestable.

Dans ces conditions, parler de continuité ne peut avoir de sens et risque de vicier toute recherche dans la compréhension de la nature de la crise de l'agriculture.

II – Politique barragiste : entre les intérêts de l'oligarchie et de l'impérialisme

« La conjugaison de trois éléments, à savoir le manque de perspicacité, la dépendance vis-à-vis du capital étranger et l'importance de la place occupée par la bourgeoisie dans la détermination des objectifs, ont amené l'Etat à mettre le paquet sur le secteur agricole qui s'est confondu avec la politique d'irrigation¹ » affirmons-nous, il y a quelques années.

Aujourd'hui, tout en continuant à penser que ce schéma d'explication est, dans ses grandes lignes, fondamentalement juste, nous serions portés à croire qu'il demeure malgré tout insuffisant et incomplet, ou tout au moins pas suffisamment clair, pour trois raisons au moins :

□ D'abord, force est de constater que finalement l'irrigation n'a pas toujours été synonyme d'exportation.

Que l'on se situe au niveau des spéculations développées qui, malgré tout, ne concernent que les produits destinés à l'exportation que pour une superficie de 120 000 à 130 000 ha sur les 750 000 ha irrigués au début des années 1980, ou à celui des objectifs fixés à certains barrages, particulièrement ceux du Draâ, du Ziz, des Doukkala, du Loukkos dont les plans d'aménagement sont entièrement destinés à la production pour le marché intérieur, cette thèse ne semble pas suffisamment étayée.

Certes, on pourrait toujours avancer que ce ne sont que des exceptions qui confirment la règle mais cela en ferait trop, et ce d'autant plus que l'équipement d'une part importante des superficies produisant pour l'exportation est le fait, non pas de l'Etat, mais de l'initiative privée, aussi bien pour le maraîchage que pour les agrumes.

□ Ensuite, concernant le poids des institutions financières en général – et de la Banque Mondiale en particulier – dans la détermination des orientations de la politique agricole marocaine, il s'avère que leur rôle, tout en étant important, est resté très relatif. Comme en témoignent tous les rapports annuels de la Banque Mondiale sur l'économie du Maroc, les recommandations qui y figurent sont restés, dans de nombreux cas, lettre morte. Il en est ainsi, en particulier, dans trois domaines importants : celui de la place à accorder au secteur non-irrigué de l'agriculture, celui de la part à réserver à la petite et moyenne hydraulique dans le programme d'irrigation et celui de l'aménagement des structures foncières.

Dans le premier cas, tout en ne s'opposant pas au développement de l'irrigation, la Banque Mondiale préconisait d'accorder un intérêt beaucoup plus important à la mise en valeur des zones de culture en sec. Mitigée au départ, cette position s'affirmera avec force durant les années 1970 en relation avec l'évolution de la politique générale de cette institution².

Dans le second cas, il est à relever que, dès le départ, la stratégie à moyen terme de la Banque Mondiale, privilégiant la petite et moyenne hydraulique, s'opposera à la stratégie à long terme des pouvoirs publics marocains favorables à un plan de promotion systématique de la grande hydraulique. C'est ce dernier schéma d'aménagement qui sera retenu et mis en oeuvre³.

Dans le troisième cas, la Banque Mondiale n'a pas cessé d'insister sur la nécessité d'un aménagement des structures foncières, allant parfois jusqu'à dénoncer les appétits démesurés de la bourgeoisie agraire et à préconiser la limitation de la propriété. Ainsi, on peut lire dans un de ses rapports annuels sur l'économie marocaine :

« Les modes de propriété changent depuis l'Indépendance ; les étrangers qui possédaient des terres les vendent à des Marocains... Un grand nombre de nouveaux propriétaires marocains investissent leurs capitaux dans les plantations d'agrumes qui sont rémunératrices. Par ailleurs dans les périmètres d'irrigation, les exploitants achètent les terres des petits propriétaires alléchés par les prix élevés qu'on leur offre pour les champs susceptibles de devenir irrigués ». Ce qui amène la Banque à préconiser que : « étant donné que le Code (des Investissements Agricoles) se donne pour objectif de créer un maximum de parcelles viables au profit du plus grand nombre de familles dans certains périmètres d'irrigation, il apparaît indispensable, à titre de première mesure, d'empêcher dans ces périmètres le transfert des terres au propriétaire (possédant, par exemple plus de 5 ha) jusqu'à ce que les décrets d'expropriation des terres aménagées soient publiés et que l'on définisse la superficie à distribuer. On pourra alors envisager de limiter la superficie maximum des propriétés de ces zones à un chiffre à la fois raisonnable et économique⁴ ».

Cette position sera reprise de façon régulière dans tous rapports annuels de la Banque Mondiale.

Ces contradictions entre les deux stratégies n'ont pas empêché cette institution de participer dans une large mesure au financement de la politique agricole déterminée et mise en exécution par les pouvoirs publics marocains, et ce d'autant plus que, par contre, les objectifs étaient les mêmes quant à la priorité à accorder aux cultures d'exportations⁵, du moins jusqu'au début des années 1970 et que par ailleurs l'orientation préconisée par la Banque rentrait en contradiction avec ses prescriptions de rentabilité financière des projets et de récupération des prêts qu'elle accordait en devises.

Enfin, ce schéma pêche par omission, parce que si l'essentiel de la politique de l'Etat s'est concentré sur l'irrigation, un certain effort a été fourni en dehors des zones bénéficiant de l'eau. Parce qu'il est moins spectaculaire, on a souvent tendance à oublier cet aspect de l'intervention de l'Etat.

Cependant, il faudrait tout de suite lever toute ambiguïté. Faire ce constat ne signifie en aucun cas que nous nous engageons dans la voie de la négation de l'évidente priorité accordée aux exportations agricoles. Entrant dans le cadre d'une politique économique d'ensemble dépendante de l'extérieur et insérée dans le cadre d'une division internationale du travail spécifique, l'agriculture, secteur prioritaire dans tous les plans de développement, ne pouvait échapper à la logique de tout le modèle de croissance retenu qui assigne aux exportations un rôle moteur. Ce que nous voudrions mettre en relief, c'est que la politique de l'irrigation ne répond pas uniquement à cet objectif parce que finalement, si tel était le cas, le million d'hectares irrigués projeté en fin d'aménagement ne se justifierait plus.

Nous pensons que toute tentative d'explication de cette orientation qui ne prend pas en compte les structures foncières en vigueur à l'Indépendance, et telles qu'elles évolueront par la suite, ne peut être que partielle et incomplète et risque peut-être de laisser l'essentiel de côté.

Le choix prioritaire accordé à l'agriculture dans la politique de développement économique, déterminé par la nature de classe de l'Etat marocain à l'Indépendance, rencontrait un obstacle insurmontable résidant dans la répartition de la propriété et les formes différentes sur le plan juridique d'appropriation de la terre, qui ne laissait aux responsables qu'une alternative : affronter le problème et promouvoir donc une réforme agraire radicale, ce qui était impossible parce qu'il supposait la remise en cause de la suprématie des classes dominantes, essentiellement d'assise foncière, ou essayer de le contourner. L'échec patent de l'opération Labour, lancée dès les premières années d'indépendance, était là pour le rappeler.

La politique « barragiste » sera le moyen privilégié pour éviter l'obstacle. Elle sera donc l'instrument privilégié d'une option qui veut « moderniser » l'agriculture à laquelle est assignée la première place dans le modèle de développement retenu, sans toucher aux structures foncières. Cette fonction fixée aux barrages se retrouve d'ailleurs dans toutes les autres interventions de l'Etat qui, tout en voulant s'engager dans la voie du développement des forces productives et l'amélioration de la productivité de l'agriculture, se heurte au problème fondamental des structures foncières. Ainsi, par exemple, les difficultés de déve-

veloppement de l'élevage – dues aux structures de production de ce secteur – seront contournées par le recours croissant à l'importation de vaches laitières de race « plus productive ». De même, les problèmes que rencontre l'accroissement de la production oléicole, liés à la structure du verger d'oliviers, pourraient être résolus par la tentative de promouvoir de nouvelles cultures de substitution.

On peut donc dire que les structures foncières, en tant que base fondamentale de la stratification sociale de toute la société en général, et de la société rurale en particulier, tout en étant à la base des choix retenus – priorité à l'agriculture dans le modèle de développement et rôle privilégié de la grande hydraulique dans la promotion de l'agriculture – représentent l'un des principaux goulots d'étranglement à la mise en oeuvre de cette politique.

III – De la « lenteur » du développement du capitalisme en agriculture

Le problème du développement – non développement – du capitalisme agraire constitue l'un des aspects les plus importants, actuellement parmi les plus controversés du débat économique entre marxistes et non marxistes et, depuis un certain temps, essentiellement entre marxistes.

Les non marxistes, devant le développement très lent (trop lent ?) du capitalisme dans l'agriculture concluent à la « faillite » du marxisme dans un des domaines les plus importants de son analyse et, ce qui est logique de leur part, tendent à partir de là à remettre en cause l'ensemble de l'apport de Marx.

Les marxistes de leur côté essaient dans des « théorisations » sans cesse renouvelées de « chercher » le capitalisme ou, plus exactement, ses indices dans l'agriculture ou dans le secteur agro-alimentaire.

Certes, la plupart des arguments avancés pour démontrer la lenteur du développement du capitalisme dans l'agriculture, voire la régression, nous paraissent erronés.

□ Il en est ainsi par exemple de ceux qui insistent sur la diminution du nombre des salariés pour arriver à cette conclusion. Si Lénine a bien mis en évidence la relation positive entre le développement du capitalisme et celui du nombre d'ouvriers, on ne peut pas conclure que la diminution de ceux-ci signifie la régression de celui-là. Pour montrer l'absurdité d'un tel raisonnement, il suffirait de dire que son application aboutirait à conclure que le capitalisme régresserait dans tous les secteurs de l'économie, en particulier dans toutes les branches de l'industrie en dehors des nouvelles, le nombre d'ouvriers n'augmentant dans l'absolu que dans ces dernières. De ce fait, l'augmentation de la productivité, c'est-à-dire du taux de plus-value (quelle contradiction !) est interprétée comme un recul du capitalisme.

□ Il en est ainsi également de la diminution de la concentration de la propriété foncière, alors que Lénine et Kautsky ont magistralement montré que celle-ci, non seulement ne signifiait pas nécessairement la régression du capitalisme, mais pourrait même être à la base de son développement.

Cependant, ceci étant, indéniablement, il y a problème. Marx et Lénine, aussi bien que Kautsky, ont bien insisté sur la complexité du développement du capitalisme en général, des détours qu'il pouvait prendre, de la résistance que lui opposent les structures précapitalistes et particulièrement en agriculture, surtout lorsque l'on sait que tous les modes précapitalistes trouvent leur base dans ce secteur mais les résistances se sont avérées trop importantes pour ne pas poser problème.

C'est ce constat qui amènera tous les marxistes conséquents à essayer d'y voir plus clair. Plusieurs thèses seront ainsi avancées. On redécouvre Alexandre V. Tchayanov ; on reprend les concepts de soumission formelle et soumission réelle, on remet en vogue le mode de production marchand et on avance même un concept nouveau de mode de production paysan. Cependant, globalement, de façon directe ou indirecte, toutes les tentatives d'explication reviennent à prétendre que le capitalisme aurait intérêt à maintenir les exploitations familiales parce qu'elles lui permettraient une reproduction de la force de travail à un moindre coût. Ce qui revient à dire que celles-ci permettent de maintenir les prix des produits alimentaires à un niveau inférieur à celui qui se serait établi si le capitalisme s'était généralisé à l'ensemble du secteur agricole. Par ce biais, le problème de la rente foncière aurait été résolu bénéfiquement au profit du capitalisme.

Cette thèse est contredite par deux constatations :

□ En analysant la formation des prix des produits agricoles au Maroc, on se rend aisément compte que non seulement les exploitations « familiales » ne permettent pas une reproduction au moindre coût de la force de travail mais que, bien au contraire, leur maintien justifie l'établissement de prix excessifs dont profitent essentiellement les exploitations capitalistes. De fait, au Maroc, les prix des céréales par exemple ont été systématiquement supérieurs à ceux du marché mondial. Ainsi, le secteur capitaliste se présentant comme le défenseur des petites et moyennes exploitations revendique et obtient des prix élevés qui sont en gros fixés sur la base des coûts de production du secteur capitaliste et la productivité du secteur précapitaliste. Donc si intérêt il y a – du moins au niveau du capitalisme agraire – au maintien du secteur précapitaliste, il ne se traduit pas par une baisse des prix des produits alimentaires, mais par leur augmentation et donc l'augmentation de la rente foncière.

Mais alors se poserait le problème de la contradiction entre capitalisme agraire et capitalisme dans le reste du procès de production, ou en terme de classes, entre bourgeoisie agraire et bourgeoisie « urbaine ». Au Maroc, du moins, cette question ne se pose pas pour deux raisons :

- la séparation entre les deux classes ne peut être qu'artificielle, le raisonnement en matière de classes dominantes ne pouvant se faire qu'en terme d'oligarchie qui contrôle tous les secteurs ;
- l'intervention de l'Etat par l'intermédiaire de la caisse de compensation permet une disjonction entre prix à la production et prix à la consommation, une partie de la reproduction de la force de travail se trouvant ainsi socialisée.

□ L'analyse de la formation des prix dans les différents pays capitalistes montre indéniablement que le coût de production des produits agricoles est d'autant plus faible que le capitalisme agraire est avancé. Certes, une telle constatation ne signifie pas nécessairement que celui-ci en soit la cause, puisque de meilleures conditions naturelles peuvent en être l'explication. Mais la quasi-universalité du phénomène élimine cette éventualité. D'autant plus que si tel était le cas, cet avantage prendrait la forme d'un rendement à l'hectare supérieur et non pas de productivité du travail plus élevé.

Ce qui se pose à l'échelon mondial ne peut que se manifester à l'intérieur d'un même pays entre secteur agraire capitaliste et secteur « familial ». Au Maroc, les éléments d'information disponibles permettent de conclure à la supériorité indéniable de l'exploitation capitaliste sur l'exploitation familiale. Même dans les situations où l'encadrement de l'Etat est très poussé et où les techniques de production utilisées sont pratiquement les mêmes – comme c'est le cas pour la culture de betterave – les rendements se présentent sous la forme d'une courbe en U selon la taille des exploitations.

D'ailleurs si la préoccupation centrale du capitalisme était la diminution des prix des produits alimentaires, et il pouvait le faire, il suffirait de laisser jouer la concurrence en ouvrant les frontières. Or, nous constatons que dans ce domaine, même dans les pays où le principe de la concurrence est le plus avancé, ce qui est caractéristique, c'est l'intervention de l'Etat – certes pour régulariser et surtout stabiliser les prix des produits agricoles, mais à notre avis, davantage pour « garantir un revenu » –. Ainsi, la politique des prix dans les pays capitalistes est éminemment une politique des revenus, et il semble bien que cette politique vise à régulariser le départ des paysans de l'agriculture vers les autres secteurs de l'économie avec, comme conséquence manifeste, un coût de reproduction de la force de travail supérieur à celui qui se serait établi sans l'intervention de l'Etat.

A ce sujet, raisonnant dans le cadre d'un capitalisme de type concurrentiel à l'état pur, Marx avait montré que les prix des produits agricoles avaient tendance à s'aligner sur le prix de production du terrain le plus mauvais mis en culture. Ce que nous venons de présenter s'éloigne un peu de cette loi dégagée par Marx, sans que cela remette fondamentalement en cause son raisonnement parce que nous nous situons dans le cadre d'une intervention de l'Etat qui contrarie les mécanismes économiques d'une part, et dans l'optique d'un capitalisme non pur, c'est-à-dire dans celle d'une formation économique et sociale où le mode de production capitaliste, tout en étant dominant, n'est pas exclusif. Dans ces conditions, les prix des produits agricoles s'établiraient autrement.

Reste la question de savoir pourquoi il en est ainsi. Deux raisons, l'une secondaire et l'autre fondamentale, expliquent cette entorse aux lois économiques et à l'intérêt bien compris du capitalisme.

La première, qui ne s'applique que pour les pays capitalistes développés, réside dans le fait que la part alimentaire dans le coût de reproduction de la force de travail devient de plus en plus faible avec l'élargissement de l'objet de la consommation nécessaire en fonction du développement de la production, de sorte que finalement le coût supplémentaire n'est pas trop important.

La seconde, beaucoup plus générale et concernant tous les pays capitalistes, développés ou sous développés, pose le problème des alliances de classe. Il n'est pas nécessaire de s'étendre sur l'évidence qu'un des aspects essentiels, sinon déterminant – même dans les pays où la paysannerie ne représente qu'une part très faible de la population de la lutte des classes entre classe ouvrière et bourgeoisie – se situe au niveau de la concurrence que se font ces deux classes pour s'allier à la paysannerie ou au moins la neutraliser. Or, un développement trop sauvage du capitalisme faciliterait l'alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie d'autant plus que, si partout ailleurs le capitalisme se développe sur un terrain vierge ou presque, dans l'agriculture il ne peut se faire que sur la base de l'expropriation directe des anciens producteurs. C'est ce qui différencie fondamentalement l'artisan du paysan, le premier ne subissant la concurrence du capitalisme qu'à travers les mécanismes du marché, alors que le second la subit directement au niveau du champ de production. Le procès d'expropriation doit se faire de telle sorte qu'il ne renforce pas les conditions objectives d'une alliance entre la classe ouvrière et la paysannerie.

La politique de l'Etat capitaliste est donc déterminée par deux objectifs contradictoires : essayer d'assurer au capitalisme un coût faible de reproduction de la force de travail tout en évitant de favoriser la formation d'un bloc ouvrier-paysan. C'est ce qui explique fondamentalement que les prix des produits agricoles sont « nationaux » dans la plupart des cas et qu'ils tendent à se situer au niveau du « socialement nécessaire » à la reproduction des dernières exploitations dont la force de travail n'est pas indispensable aux autres sphères de la production.

La résistance de l'exploitation familiale est ainsi liée à la double fonction, aux termes contradictoires, qui est assignée à l'agriculture :

- D'un côté, ce secteur doit jouer un rôle de secteur d'attente, c'est-à-dire de réservoir de force de travail pour les autres secteurs, ce qui exige que soit garanti un revenu minimum à la population qui en tire ses revenus et ses moyens de subsistance, faute de quoi elle l'abandonnerait.
- De l'autre côté, ce secteur participe pour une part non négligeable à la formation du coût de la reproduction de la force de travail, ce qui impose que les prix des produits qu'il fournit soient les plus faibles possible.

La gestion de cette contradiction se fait à travers les mesures progressives d'élargissement de la taille de l'exploitation familiale, dont la dimension change avec le temps et l'espace, qui permet l'augmentation de la productivité et l'accroissement du revenu de la famille. Elle explique aussi l'importance croissante de revenus annexes dans ce type d'exploitation.

Le secteur proprement capitaliste de l'agriculture tend de ce fait à empêcher une rente plus importante que celle qui lui serait revenue si le capitalisme dominait exclusivement toute l'agriculture, cette rente pouvant par ailleurs être récupérée par les propriétaires ou les fermiers.

La lenteur du développement du capitalisme en agriculture trouverait ainsi son explication, non pas dans un quelconque intérêt qu'aurait le capitalisme au maintien des exploitations familiales, mais dans la nécessité permanente pour la bourgeoisie d'éviter la formation d'une alliance entre classe ouvrière et paysannerie. Les conséquences d'une telle conclusion sont évidemment énormes. Elles s'éloignent en particulier d'une approche subjectiviste qui essaie d'expliquer la résistance de l'exploitation familiale fondamentalement par l'idéalisation d'une capacité particulière dont disposerait la paysannerie à s'auto-exploiter, à se serrer la ceinture. Cette qualité (défaut ?) n'est pas spécifique à la paysannerie, elle concerne tous les propriétaires de leurs moyens de production. Mais dans d'autres secteurs, comme le montre si bien l'exemple de l'artisanat, cette capacité à elle seule n'est pas suffisante pour empêcher le déroulement normal du procès d'expropriation.

Notes

1. T. El Khyari, "Une nouvelle orientation pour assurer la sécurité", in *La crise... l'alternative*, Ed. Al Bayane, 1980, p. 46.
2. A. Bellout, Les stratégies de choix des investissements dans la politique d'équipement hydraulique au Maroc, Mémoire pour le DES en sciences économiques, ronéotypé, Rabat, 1973, p. 35.
3. A titre d'exemple, voici ce qu'écrivait la Banque Mondiale en 1970 : "[...] pour le Maroc, la méthode la moins coûteuse pour développer l'emploi de façon radicale consisterait sans doute à améliorer la culture des terres arables en sec en remembrant les propriétés, à utiliser de meilleures semences, à augmenter l'application d'engrais, à étendre et à perfectionner les services de vulgarisation agricole, à pratiquer des cultures en sol profond pour favoriser la rétention d'eau. L'élevage pourrait être considérablement développé sur toutes les terres, qu'elles soient irriguées ou non. On pourrait également créer de nombreux emplois en élargissant le programme de plantations de forêts et d'arbres fruitiers (surtout les oliviers)" (BIRD-AID *Evolution et Perspectives Economiques au Maroc*, sept. 1970, pp. 23).
4. BIDRD-AID, *Evolution et Perspectives Economiques du Maroc*, sept. 1970, pp. 40-42.
5. A. Bellout, *op. cit.*, p. 35.

